

**Journée mondiale de lutte contre la douleur****SANTÉ 2022 :*****Après la Covid-19, la SFETD appelle à agir d'urgence et demande au Gouvernement la mise en œuvre d'un nouveau « Plan Douleur »***

---

*A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la douleur, le 18 octobre 2021, la Société Française d'Etude et de Traitement de la Douleur (SFETD) organisera un colloque national au sein du Ministère des Solidarités et de la Santé. Rassemblant près de 200 participants – organisations de sociétés savantes, de professionnels de santé, d'associations de patients et d'institutionnels – il sera l'occasion de lancer un appel au Gouvernement à 6 mois de l'élection présidentielle. Face à la dégradation des politiques de prise en charge de la douleur dans notre pays – accentuée par l'épidémie de la Covid-19, la mise en place d'un nouveau « plan national de lutte contre la douleur » est une priorité.*

Société savante dédiée à l'étude et au traitement de la douleur, la SFETD ne cesse de le répéter : la prise en charge de la douleur constitue un défi majeur pour la santé publique. **Un Français sur cinq** en souffre de façon chronique. Source de **handicap, d'inactivité, d'isolement social** et de **souffrances** psychiques, physiques et sociales, elle a également un **impact socio-économique massif**<sup>1</sup>, induisant une forte consommation de soins et un absentéisme professionnel.

Pourtant, **depuis 2012**, il n'existe **plus de plan ni de programme** dédié au développement de la médecine de la douleur et sa prise en charge. « *Depuis plusieurs années nous n'avons pas progressé. Malgré des échanges encourageants avec les représentants du gouvernement, rien n'est mis en œuvre pour renforcer la lutte contre la douleur et la situation sur le terrain se dégrade. Nombre de Structures Douleur chroniques (SDC) sont menacées de disparaître. Les délais de prise en charge dans ces centres spécialisés s'allongent, les patients sont toujours plus nombreux et les structures n'ont plus les moyens et ressources pour les prendre en charge* », reconnaît Valéria Martinez, présidente de la SFETD et professeur anesthésiste et spécialiste douleur à Hôpital Raymond Poincaré à Garches

**La crise sanitaire est venue renforcer l'urgence à agir.** En cause : la survenue de douleurs liées à la covid-19, la moindre performance des parcours de soins habituels (hors covid-19), la multiplication attendue des situations de précarité. Selon Valéria Martinez, « *il y a urgence à revoir les stratégies de prise en charge de la douleur, en ville comme à l'hôpital. Il y a urgence à revoir la formation en médecine de la douleur pour les médecins. Il y a urgence à restructurer le parcours de soins et revoir la prise en charge des publics vulnérables. Nous sommes inquiets sur la capacité de notre modèle à prendre en charge un nombre toujours plus importants de patients* ».

---

<sup>1</sup> On estime que la douleur engendre un surcout d'1,2 milliard d'euros par an.



Alors que le ministre Olivier Véran a détaillé il y a quelques semaines le 5<sup>ème</sup> plan national pour le développement des soins palliatifs et l'accompagnement de la fin de vie pour 2021-2024, la SFETD regrette qu'aucune mention à la douleur n'y figure et qu'aucun plan de santé publique ne lui soit dédié.

A quelques mois de l'échéance présidentielle de 2022, la SFETD lancera à l'occasion de cet évènement un nouvel appel au gouvernement pour lui demander d'initier un travail concret autour de la lutte contre la douleur en France. « *C'est **maintenant ou jamais** indique Valéria Martinez, présidente de la SFETD, après plusieurs années d'échanges avec les Ministères, il est temps de passer aux actes et nous voulons aujourd'hui un engagement clair du Gouvernement.* »

**Pour en savoir plus sur ce colloque** : [Programme](#) et [inscription](#)

---

**Contacts presse – agence Prpa**

Margaux Puech : margaux.puech@prpa.fr – 06 28 79 00 61

Anne Pezet : anne.pezet@prpa.fr – 06 87 59 03 88